

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 97 — 1868

[C — 97/27441]

3 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les statuts du Port autonome de Namur

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics;

Vu la loi du 20 juin 1978 portant création du Port autonome de Namur;

Vu la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 6, § 1^{er}, X, 3^o, modifiée par les lois des 8 août 1988, 5 mai 1993 et 16 juillet 1993;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 de financement des Communautés et des Régions, article 57, § 2;

Vu les décisions prises par les conseils communaux d'Andenne et de Floreffe respectivement en date des 31 janvier 1997 et 27 mai 1997;

Vu la décision prise par le conseil d'administration du Port autonome de Namur en date du 19 mars 1997,

Arrête :

Les nouveaux statuts du Port autonome de Namur :

CHAPITRE Ier. — *Objet et siège*

Article 1^{er}. Il est décidé par les présentes que l'Organisme créé sous la dénomination de " Port autonome de Namur" par la loi du 20 juin 1978 est constitué d'une association de pouvoirs publics comprenant la Région wallonne, la province de Namur, la ville de Namur, la Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Région namuroise, la Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Famenne, du Condroz et de la Haute-Meuse, la ville d'Andenne et la commune de Floreffe.

Art. 2. L'association a pour objet d'aménager, d'équiper, de gérer et d'exploiter les zones portuaires, industrielles et commerciales y compris leurs dépendances, installations, bâtiments et terrains qu'elle crée ou acquiert elle-même ou que lui confie la Région wallonne ou d'autres autorités publiques et qui sont situées dans la province de Namur.

En vue de la réalisation de cet objet, elle recherche les moyens propres à développer la prospérité des zones portuaires, industrielles et commerciales qu'elles créent ou qui lui sont confiées et prend toutes les mesures utiles pour les besoins du commerce et de l'industrie. Elle peut poursuivre son objet soit par exploitation directe soit de toute autre manière. Elle peut poursuivre tout objet rattaché à l'objet principal et susceptible de concourir à sa réalisation ou de faciliter celle-ci.

La mission du Port autonome s'étend en ce qui concerne les zones portuaires qui lui sont confiées, aux murs de quai et aux murs de darse, tels qu'ils sont délimités par des plans dressés contradictoirement, ainsi qu'aux chaussées, accotements, terre-pleins et talus des voies d'accès aux divers quais depuis la limite de la voirie.

Sont à sa charge, les frais de dragage des darses et sur une largeur de 10 mètres, des lieux de chargement et de déchargement de bateaux le long des murs de quai qui lui sont remis, à l'exclusion des bassins de virement et des "tire-à-terre" des chantiers navals.

L'association est autorisée à accorder des concessions et autorisations à des tiers; à louer des biens meubles et immeubles; à percevoir des péages, redevances, droits de quai, produits de location et autres résultant de l'exploitation des installations et ouvrages, suivant les barèmes arrêtés par le Gouvernement wallon.

Art. 3. Le siège de l'association est établi à Namur.

CHAPITRE II. — *Fonds social, apports*

Art. 4. Le capital social de l'association est fixé à 51.000.000 de FB.

Art. 5. A) L'apport des associés se répartit comme suit :

1) Région wallonne : 8.000.000 de FB;

2) province de Namur : 8.000.000 de FB;

3) ville de Namur : 6.000.000 de FB;

4) Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Région namuroise : 6.000.000 de FB;

5) Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Famenne, du Condroz et de la Haute-Meuse : 2.000.000 de FB;

6) ville d'Andenne : 3.000.000 de FB;

7) commune de Floreffe : 3.000.000 de FB.

Les cinq premiers associés ont versé en numéraire, lors de la création du Port, la dixième partie de leur apport soit au total 3.000.000 de FB. Dans les six mois de la publication de l'arrêté approuvant les présents statuts, il sera versé en numéraire par les deux nouveaux associés, la ville d'Andenne et la commune de Floreffe, la dixième partie de leur apport. Le montant total versé en numéraire par les associés s'élèvera ainsi à 3.600.000 FB. Le solde des apports sera versé au fur et à mesure des besoins.

B) En outre, à la date de promulgation des présentes, la Région wallonne a fait apport à l'association de la jouissance des zones portuaires, industrielles et commerciales de Tamines, Auvélais, Floreffe, Amptia, Floriffoux, Malonne, Hiver, Froidevaux, Rivière, Velaine, Bon Dieu, Jambes-Erpen, Beez, Lives, Maizeret, Marche-les-Dames, Namèche, Samson, Sclayn, Gevrinne, Vezin, Sclaingneaux, Seilles et Andenne et leurs dépendances, ouvrages, installations, bâtiments et terrains dans les limites des plans annexés aux statuts approuvés le 20 juin 1978 et aux arrêtés royaux et ministériels de la Région wallonne, transmettant la gestion des immeubles, étant entendu que ces biens restent propriétés de la Région wallonne. Cet apport est porté pour la somme de 15.000.000 de FB.

C) Les associés ne sont solidaires ni entre eux, ni avec l'association, ils ne sont tenus que jusqu'à concurrence de leur apport, sauf la Région wallonne qui s'engage à garantir les emprunts contractés ou émis par l'association.

Art. 6. En outre, le Port autonome peut bénéficier, sans que la Région wallonne prétende à une contrepartie dans l'avoir de l'association :

- 1) du concours des services du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports pour l'élaboration des plans et projets ainsi que pour la direction des travaux;
- 2) du concours des fonctionnaires de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines pour la réalisation des acquisitions amiables ou pour voie d'expropriation.

Art. 7. L'association dispose des zones portuaires, industrielles et commerciales et de leurs dépendances, ouvrages, installations, bâtiments et terrains, tels qu'ils sont indiqués aux plans annexés aux statuts approuvés le 20 juin 1978 et aux arrêtés royaux et ministériels de la Région wallonne, transmettant la gestion des immeubles. Ces plans, certifiés conformes sont déposés au siège du Port autonome de Namur. En cas de modification dans la circonstance des biens, les plans sont révisés.

Les opérations de remise de nouveaux biens ont lieu en présence d'un représentant de chacune des parties et font l'objet d'un plan détaillé et d'un procès-verbal indiquant les biens de toute nature attribués au Port et leur état au moment de la remise.

Art. 8. Indépendamment des apports visés à l'article 6, l'association dispose des ressources ci-après :

- a) droits de quai, péages et redevances de toute nature, produits de location et divers;
- b) subvention des autorités et organismes publics et des personnes de droit privé;
- c) prélèvement sur le fonds de réserve;
- d) produits d'emprunts à émettre ou à contracter par l'association;
- e) toutes autres recettes accidentelles.

CHAPITRE III. — *Administration, surveillance*

Art. 9. L'association est administrée par un conseil d'administration comprenant un président désigné par le Gouvernement wallon parmi les personnalités représentatives de la province de Namur et dix-sept membres, nommés par les associés.

Les mandats sont répartis comme suit :

- la Région wallonne dispose de sept mandats;
- la province de Namur de trois mandats;
- la ville de Namur de deux mandats;
- la Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Région namuroise de deux mandats;
- la Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Famenne, du Condroz et de la Haute-Meuse d'un mandat;
- la ville d'Andenne d'un mandat;
- la commune de Floreffe d'un mandat.

Art. 10. Le conseil élit deux vice-présidents et il désigne le secrétaire du conseil parmi le personnel mis à la disposition du Port par le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports. Le secrétaire du conseil n'a pas voix délibérative.

Art. 11. Un membre suppléant est désigné pour chaque titulaire par l'autorité qui a nommé ce dernier. Les suppléants sont autorisés à remplacer les titulaires toutes les fois que ceux-ci se trouvent empêchés.

Le président, les membres et les suppléants sont nommés pour un terme de six ans; les nominations sont renouvelables.

Les mandats des membres et des suppléants expirent par moitié tous les trois ans. Les nouveaux membres sortants à l'expiration du premier terme de trois ans sont désignés par voie de tirage au sort.

Les membres du conseil et les suppléants peuvent en tout temps être remplacés dans leurs fonctions par les autorités qui les ont nommés; le successeur désigné dans les trois mois achève le mandat.

En cas de décès ou de démission du président, d'un membre ou d'un suppléant, son successeur désigné dans les trois mois achève le mandat.

Est réputé de plein droit démissionnaire, celui qui perd la qualité en fonction de laquelle il avait été nommé; son successeur achève le mandat.

Art. 12. Le bureau est composé du président, des deux vice-présidents et du secrétaire.

Art. 13. Les délibérations du conseil font l'objet de procès-verbaux dressés par le secrétaire. Il est tenu d'adresser aux membres effectifs, aux membres suppléants ayant assistés à la délibération et aux Commissaires du Gouvernement visés à l'article 17 une copie des procès-verbaux dans les dix jours qui suivent la date de la délibération. Il y joint une copie de tous les documents auxquels se réfèrent les délibérations et qui n'auraient pas été transmis antérieurement. Chaque procès-verbal est approuvé ou modifié lors de la séance suivante.

Les copies conformes et les extraits sont signés par le secrétaire.

Art. 14. Le conseil peut désigner une ou des personnes auxquelles il délègue sous sa responsabilité les pouvoirs nécessaires pour la gestion journalière de l'association.

En outre, le conseil peut, sous sa responsabilité, déléguer certains pouvoirs déterminés à l'un ou à plusieurs de ses membres.

Art. 15. Le conseil a le pouvoir de faire tous les actes d'administration et de disposition du Port autonome; il statue sur toutes les questions relatives aux travaux du port, à son outillage et à son exploitation; il accorde les concessions et autorisations; il achète et vend, prend et donne en location les biens meubles et immeubles.

Les actions en justice, tant en demandant qu'en défendant, sont introduites au nom de l'association par le conseil d'administration et sur décision de celui-ci.

Art. 16. Le conseil établit par un règlement d'ordre intérieur toutes les modalités de fonctionnement et d'organisation de l'association; ce règlement est soumis à l'approbation du Ministre de la Région wallonne ayant les Travaux publics dans ses attributions.

Art. 17. Le contrôle de l'association en exécution de la législation relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public est exercé à l'intervention de deux commissaires nommés par le Gouvernement wallon, l'un sur présentation du Ministre ayant les Travaux publics dans ses attributions et l'autre sur présentation du Ministre ayant le Budget dans ses attributions.

CHAPITRE IV. — *Exercice social, bilan, compte de profits et pertes, répartition*

Art. 18. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Art. 19. Le conseil établit chaque année :

- un projet de budget;
- un rapport annuel sur l'activité de l'association;
- un compte annuel d'exécution du budget;
- un bilan accompagné d'un compte de résultats.

Il établit également des situations périodiques.

Ces documents sont adressés aux Ministres intéressés à l'époque et selon les conditions et modalités déterminées par les dispositions législatives et réglementaires relatives au contrôle de certains organismes d'intérêt public, ainsi qu'aux autres associés.

Art. 20. Il est ouvert parmi les comptes du passif un fonds de l'immobilisé qui reprend les investissements réalisés par l'organisme sur ses fonds propres. Le montant maximum de ces fonds ne peut excéder le total des investissements qu'il a servi à financer.

Art. 21. Les bénéfices nets sont affectés comme suit :

1. il peut être prélevé une dotation nécessaire au paiement d'une rétribution aux associés. Cette rétribution est fixée par le conseil d'administration. Elle ne peut excéder 6 % du capital libéré par les associés;

2. le solde éventuel est versé à un fonds de réserve sans affectation spéciale. Lorsque le montant de ce fonds dépasse le montant dont question au point 3 ci-après, la partie excédentaire doit être consacrée à la réalisation d'investissements conformes à la mission statutaire telle qu'elle est définie à l'article 2. Le montant équivalent aux investissements réalisés est viré au fonds de l'immobilisé;

3. le montant maximum du fonds de réserve est lié à l'indice général des prix à la consommation calculé par le Ministère des Affaires économiques. A la date de la promulgation des présents statuts ce montant maximum du fonds de réserve est fixé à 10 millions de francs.

Les pertes éventuelles sont couvertes par le fonds de réserve et, à défaut, sont reportées à nouveau.

CHAPITRE V. — *Révision des statuts, retraits, prorogation, dissolution, liquidation*

Art. 22. Toute modification des statuts de l'association est arrêtée par le conseil et approuvée conformément aux dispositions de la loi.

Art. 23. Les associés ne peuvent se retirer de l'association et celle-ci ne peut être dissoute que du consentement de tous les associés et moyennant l'approbation du Gouvernement wallon.

Elle peut l'être également par arrêté du Gouvernement wallon.

Art. 24. 1. En cas de dissolution, le conseil désigne le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et fixe le mode de liquidation compte tenu des §§ 2 et 3.

2. Les associés reprennent, selon le cas, la propriété et la jouissance de leurs apports, ainsi que tous les ouvrages et engins dont ils ont supporté seuls les frais d'acquisition et d'installation. Toutefois, les reprises ne peuvent avoir lieu qu'en respectant l'intégrité de chaque installation portuaire.

Les ouvrages ou engins que les associés sont amenés à abandonner sont repris par la Région wallonne suivant estimation des biens à dire d'experts, au moment de la dissolution; s'il s'agit d'ouvrages subventionnés par la Région wallonne, les associés ne sont indemnisés qu'au prorata de leurs débours propres.

3. Les ouvrages et installations exécutés aux frais de l'association même, ainsi que toute acquisition faite par celle-ci, sont remis à la partie à qui appartenait le port avant la constitution de l'association ou, à défaut, à la personne publique qui reprend la gestion et l'exploitation du port. Le produit de ces remises, dont la valeur vénale est fixée à dire d'experts, est versé à l'actif de l'association en liquidation.

L'actif disponible, déduction faite du passif exigible, est partagé entre les associés dans la proportion de leurs apports. Les pertes sont supportées dans la même proportion.

Le présent arrêté entre en vigueur le 3 juillet 1997.

Namur, le 3 juillet 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 97 — 1868

[C — 97/27441]

3. JULI 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung der Satzungen des autonomen Hafens von Namur

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser öffentlicher Einrichtungen;
Aufgrund des Gesetzes vom 20. Juni 1978 zur Gründung des autonomen Hafens von Namur;
Aufgrund von Artikel 6 § 1, X, 3° des Gesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in seiner durch die Gesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993 und vom 16. Juli 1993 abgeänderten Fassung;
Aufgrund von Artikel 57 § 2 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen;
Aufgrund der von den Gemeinderäten von Andenne und Floreffe gefaßten Beschlüsse vom 31. Januar 1997 bzw. 27. Mai 1997;
Aufgrund des vom Verwaltungsrat des autonomen Hafens von Namur gefaßten Beschlusses vom 19. März 1997,
Beschließt:

Die neuen Satzungen des autonomen Hafens von Namur:

KAPITEL I — Gegenstand Und Sitz

Artikel 1 - Die durch das Gesetz vom 20. Juni 1978 unter der Bezeichnung "Port autonome de Namur" gegründete Einrichtung setzt sich aus einer Vereinigung öffentlicher Behörden zusammen. Diese Vereinigung umfaßt die Wallonische Region, die Provinz Namur, die "Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Région namuroise" (interkommunale Gesellschaft für die wirtschaftliche Einrichtung und Ausrüstung der Gegend von Namur), die "Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Famenne, du Condroz et de la Haute-Meuse" (interkommunale Gesellschaft für die wirtschaftliche Einrichtung und Ausrüstung der Famenne, des Condroz und der Obermaas), die Stadt Andenne und die Gemeinde Floreffe.

Art. 2 - Der Zweck der Vereinigung besteht in der Einrichtung, der Ausrüstung, der Verwaltung und dem Betrieb der in der Provinz Namur befindlichen Hafen-, Industrie- und Handelsgebiete, einschließlich der Nebenanlagen, Vorrichtungen, Gebäude und Gelände, ob die Vereinigung sie selbst schafft oder erwirbt oder ob sie ihr von der Wallonischen Region oder anderen öffentlichen Behörden anvertraut werden.

Zur Verwirklichung dieses Zwecks untersucht sie die geeignetsten Mittel zur Förderung des Wohlstands der Hafen-, Industrie- und Handelsgebiete, die sie selber schafft oder die ihr anvertraut werden. Sie trifft alle im Hinblick auf die Bedürfnisse des Handels und der Industrie nützlichen Maßnahmen. Sie kann ihren Zweck entweder durch Selbstbewirtschaftung oder mittels anderer Lösungen verwirklichen. Es wird ihr gestattet, andere Zwecke zu verfolgen, sofern sie mit dem Hauptzweck im Zusammenhang stehen und zu dessen Verwirklichung beitragen oder sie erleichtern können.

Was die ihm anvertrauten Hafengebiete angeht, erstreckt sich die Aufgabe des autonomen Hafens auf die Kai- und Beckenmauern, sowie sie in kontradiktorisch aufgestellten Zeichnungen abgegrenzt sind, sowie auf die Fahrbahnen, Seitenstreifen, Mittelstreifen und Böschungen der Zugangswege zu den verschiedenen Kaien ab der Straßennetzgrenze.

Die Kosten für das Baggern der Hafenbecken, und für das Baggern der Ein- und Ausladeplätze der Schiffe über eine Breite von 10 Metern entlang der Kaimauern, die dem autonomen Hafen anvertraut werden, gehen zu dessen Lasten, mit Ausnahme der Wendebecken und der Hellinganlagen der Werften.

Der Vereinigung wird erlaubt, Dritten Konzessionen und Genehmigungen zu gewähren, bewegliche und unbewegliche Güter zu vermieten, Schifffahrts- und Kaibenutzungsabgaben, Gebühren, Mietgelder und sonstige Einnahmen aus dem Betrieb der Anlagen und Bauwerke zu erheben, nach von der Wallonischen Regierung festgelegten Tariftabellen.

Art. 3 - Der Sitz der Vereinigung befindet sich in Namur.

KAPITEL II — Sozialfonds, Beteiligungen

Art. 4 - Das Gesellschaftskapital beträgt 51.000.000,-BEF.

Art. 5 - A) Die Beteiligungen der Gesellschafter setzen sich wie folgt zusammen:

- 1) Wallonische Region: 8.000.000 BEF;
- 2) Provinz Namur: 8.000.000 BEF;
- 3) Stadt Namur: 6.000.000 BEF;
- 4) "Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Région namuroise": 6.000.000 BEF;
- 5) "Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Famenne, du Condroz et de la Haute-Meuse": 2.000.000 BEF;
- 6) Stadt Andenne: 3.000.000 BEF;
- 7) Gemeinde Floreffe: 3.000.000 BEF.

Die ersten fünf Gesellschafter haben bei der Gründung des Hafens das Zehntel ihrer Beteiligung in bar eingezahlt, was einem Gesamtbetrag von 3.000.000,-BEF entspricht. Innerhalb sechs Monaten nach der Veröffentlichung des Erlasses zur Genehmigung der vorliegenden Satzungen werden die beiden neuen Gesellschafter, d.h. die Stadt Andenne und die Gemeinde Floreffe, das Zehntel ihrer Beteiligung in bar einzahlen. Die gesamte in barem Geld von den Gesellschaftern eingezahlte Summe beträgt so 3.600.000,-BEF. Der Restbetrag der Beteiligungen wird je nach Bedarf eingezahlt.

B) Darüber hinaus hat die Wallonische Region am Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses Werte in Höhe von 15.000.000,-BEF eingebracht in die Vereinigung zur Benutzung der Hafen-, Industrie- und Handelszonen Tamines, Auvélais, Floreffe, Amptia, Floriffoux, Malonne, Hiver, Froidevaux, Rivière, Velaine, Bon Dieu, Jampes-Erpent, Beez, Lives, Maizeret, Marche-les-Dames, Namèche, Samson, Sclayn, Gevrinne, Vezin, Sclaigneaux, Seilles und Andenne, einschließlich deren Nebenanlagen, Bauwerke, Vorrichtungen, Gebäude und Gelände, unter Beachtung der

Beschränkungen der den am 20. Juni 1978 genehmigten Satzungen beigefügten Zeichnungen, der Königlichen Erlasse und der ministeriellen Erlasse der Wallonischen Region zur Übertragung der Verwaltung dieser Immobiliengüter. Es sei darauf hingewiesen, daß diese Güter das Eigentum der Wallonischen Region bleiben.

C) Die Gesellschafter haben keine gesamtschuldnerische Haftung, weder einander gegenüber, noch gegenüber der Vereinigung. Ihre Haftung beschränkt sich auf die Höhe ihres entsprechenden Anteils, mit Ausnahme der Wallonischen Region, die sich verpflichtet, sich für die von der Vereinigung aufgenommenen oder ausgelegten Anleihen zu verbürgen.

Art. 6 - Ohne das die Wallonische Region auf irgendeinen Gegenwert aus dem Vermögen der Vereinigung Anspruch haben kann, kann der autonome Hafen in den Genuß folgender Leistungen kommen:

- 1) der Beistand der Dienststellen des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen, was die Ausarbeitung von Zeichnungen und Entwürfen und die Leitung von Arbeiten angeht;
- 2) der Beistand der Beamten der Einregistrierung und Domänenverwaltung für die Die Vereinigung verfügt über die Hafen-, Industrie- und Handelsgebiete und deren Verwirklichung von Anschaffungen auf gültlichem Wege oder durch Enteignungen.

Art. 7 - Nebenanlagen, Bauwerke, Vorrichtungen, Gebäude und Gelände, so wie sie in den Zeichnungen angeführt sind, die den am 20. Juni 1978 genehmigten Satzungen, den Königlichen Erlassen und den ministeriellen Erlassen der Wallonischen Region zur Übertragung der Verwaltung dieser Immobiliengüter beigefügt sind. Im Falle einer Veränderung im Sachverhalt der Güter werden die Zeichnungen entsprechend abgeändert.

Die Übergabe neuer Güter erfolgt in der Anwesenheit eines Vertreters jeder beteiligten Partei; diese Güter sind Gegenstand einer detaillierten Zeichnung und eines Protokolls, in dem die dem Hafen übergebenen Güter jeglicher Art und ihr jeweiliger Zustand zur Zeit der Übergabe genau beschrieben sind.

Art. 8 - Unabhängig von den in Art. 6 gemeinten Beteiligungen verfügt die Vereinigung über folgende Einkünfte:

- a) Kai- und Schiffsabgaben und sonstige Abgaben jeglicher Art, Erträge aus Vermietungen und sonstige Einkünfte;
- b) Zuschüsse von öffentlichen Behörden und Einrichtungen sowie von Privatpersonen;
- c) Abhebungen vom Reservefonds;
- d) Erträge aus von der Vereinigung aufgenommenen oder ausgelegten Anleihen;
- e) sonstige zufällige Einnahmen.

KAPITEL III — Verwaltung, Überwachung

Art. 9 - Die Vereinigung wird von einem Verwaltungsrat verwaltet. Dieser besteht aus einem Vorsitzenden, der von der Wallonischen Regierung unter repräsentativen Persönlichkeiten der Provinz Namur bezeichnet wird, und aus siebzehn Mitgliedern, die von den Gesellschaftern bezeichnet werden.

Die Mandate werden wie folgt verteilt:

- die Wallonische Region verfügt über sieben Mandate;
- die Provinz Namur verfügt über drei Mandate;
- die Stadt Namur verfügt über zwei Mandate;
- die "Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Région namuroise" verfügt über zwei Mandate;
- die "Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Famenne, du Condroz et de la Haute-Meuse" verfügt über ein Mandat;
- die Stadt Andenne verfügt über ein Mandat;
- die Gemeinde Floreffe verfügt über ein Mandat.

Art. 10 - Der Rat wählt zwei stellvertretende Vorsitzende und bezeichnet den Ratssekretär unter dem vom Wallonischen Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen dem Hafen zur Verfügung gestellten Personal. Der Sekretär verfügt über keine beschließende Stimme.

Art. 11 - Für jedes effektive Mitglied wird von der Behörde, die dieses Mitglied ernannt hat, ein stellvertretendes Mitglied bezeichnet. Den stellvertretenden Mitgliedern wird gestattet, die effektiven Mitglieder jeweils zu ersetzen, wenn sie verhindert sind.

Der Vorsitzende, die Mitglieder und die stellvertretenden Mitglieder werden für eine Dauer von sechs Jahren ernannt; diese Ernennungen können erneuert werden.

Die Hälfte der Mandate der Mitglieder und stellvertretenden Mitglieder geht alle drei Jahre zu Ende. Die neuen Mitglieder, deren Mandat am Ablauf der ersten dreijährigen Frist zu Ende geht, werden durch Auslosung bezeichnet.

Die Ratsmitglieder und die stellvertretenden Mitglieder können zu jeder Zeit durch die Behörden, die sie ernannt haben, in ihrem Amt ersetzt werden; der innerhalb drei Monaten zu bezeichnende Nachfolger beendet das Mandat.

Wenn der Vorsitzende, ein Mitglied oder ein stellvertretendes Mitglied stirbt oder sein Amt niederlegt, wird dessen innerhalb drei Monaten zu bezeichnende Nachfolger das Mandat beenden.

Derjenige, der die Eigenschaft verliert, aufgrund deren er bezeichnet worden war, ist von Rechts wegen rücktretend. Sein Nachfolger beendet das Mandat.

Art. 12 - Das Büro besteht aus dem Vorsitzenden, den beiden stellvertretenden Vorsitzenden und dem Sekretär.

Art. 13 - Die Beratungen des Rats sind Gegenstand von durch den Sekretär aufgestellten Protokollen. Dieser ist verpflichtet, innerhalb zehn Tagen nach der Beratung den effektiven Mitgliedern, den stellvertretenden Mitgliedern, die der Beratung beigewohnt haben, und den in Art. 17 erwähnten Regierungskommissaren eine Kopie der Protokolle zu übermitteln. Er fügt eine Kopie aller Unterlagen hinzu, die noch nicht übermittelt worden sind und auf die während der Beratungen hingewiesen wurde. Jedes Protokoll wird bei der nächsten Sitzung für gut befunden oder abgeändert.

Die gleichlautenden Abschriften und die Auszüge werden vom Sekretär unterschrieben.

Art. 14 - Der Rat kann eine oder mehrere Personen bezeichnen, auf die er auf seine Verantwortung hin die Befugnisse überträgt, die für die tägliche Verwaltung der Vereinigung erforderlich sind.

Darüber hinaus kann der Rat auf seine eigene Verantwortung einige bestimmte Befugnisse auf einen oder mehrere seiner Mitglieder übertragen.

Art. 15 - Der Rat ist befugt, um alle Verwaltungs- und Verfügungshandlungen des autonomen Hafens vorzunehmen; er entscheidet in allen Fragen bezüglich Hafenarbeiten, Hafenausrüstung und -betrieb; er erteilt die Konzessionen und Genehmigungen, kauft und verkauft, mietet und vermietet bewegliche und unbewegliche Güter.

Jegliche Rechtshandlungen werden vom Verwaltungsrat und auf dessen Beschluß im Namen der Vereinigung vor Gericht geführt, ob als beklagte oder als klagende Partei.

Art. 16 - Der Rat legt eine allgemeine Dienstordnung fest, durch die alle Betriebs- und Organisationsmodalitäten der Vereinigung geregelt werden; diese Dienstordnung unterliegt der Genehmigung des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die öffentlichen Arbeiten gehören.

Art. 17 - Die Kontrolle der Vereinigung in Durchführung der Gesetzgebung bezüglich der Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses wird durch zwei Kommissare vorgenommen, die von der Wallonischen Regierung ernannt werden, wobei der eine vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die öffentlichen Arbeiten gehören, und der andere vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, vorgeschlagen wird.

KAPITEL IV — *Geschäftsjahr, Bilanz, Gewinn- Und Verlustrechnung, Verteilung*

Art. 18 - Das Geschäftsjahr fängt am 1. Januar an und endet am 31. Dezember.

Art. 19 - Der Rat stellt jährlich folgende Unterlagen auf:

- ein Haushaltsentwurf;
- ein jährlicher Bericht über die Tätigkeit der Vereinigung;
- eine Jahresabrechnung der Haushaltsdurchführung;
- eine Bilanz mit einer Erfolgsrechnung.

Er stellt ebenfalls Periodenrechnungen auf.

Diese Unterlagen werden den betroffenen Ministern übermittelt, unter Einhaltung der Fristen, Bedingungen und Modalitäten, die in den gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen bezüglich der Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Dienstes vorgeschrieben sind. Sie werden ebenfalls den anderen Gesellschaftern zugeschickt.

Art. 20 - Unter den Passivkonten wird ein Anlagefonds eröffnet, das die Investitionen verzeichnet, die die Vereinigung mit eigenem Kapital getätigt hat. Der Höchstbetrag dieses Fonds darf den Gesamtbetrag der Investitionen, zu deren Finanzierung er gedient hat, nicht überschreiten.

Art. 21 - Die Zuweisung der reinen Gewinne erfolgt folgendermaßen:

1. eine Dotation darf für die Zahlung einer Entlohnung an die Gesellschafter abgehoben werden. Diese Entlohnung wird vom Verwaltungsrat festgelegt. Sie darf 6% des von den Gesellschaftern eingezahlten Kapitals nicht überschreiten;

2. der eventuelle Restbetrag wird einem Reservefonds ohne besondere Zuweisung überwiesen. Wenn der Betrag dieses Fonds den in Punkt 3 angeführten Betrag übertrifft, muß der Überschuß für Investitionen angewandt werden, die mit der in Art. 2 festgelegten statutarischen Aufgabe des Hafens vereinbar sind. Der den getätigten Investitionen entsprechende Betrag wird dem Anlagefonds überwiesen;

3. der Höchstbetrag des Reservefonds ist an den allgemeinen Index der Verbraucherpreise gebunden, so wie er vom Ministerium für Wirtschaftsangelegenheiten berechnet wird. Am Tag der Verabschiedung der vorliegenden Satzungen wird dieser Höchstbetrag des Reservefonds auf 10 Millionen BEF festgelegt.

Die eventuellen Verluste werden vom Reservefonds getragen oder gegebenenfalls wieder übertragen.

KAPITEL V — *Änderung Der Satzungen, Austritt, Verlängerung, Auflösung, Liquidation*

Art. 22 - Jegliche Abänderung der Satzungen der Vereinigung wird vom Rat beschlossen und gemäß den Gesetzesbestimmungen genehmigt.

Art. 23 - Ohne die Zustimmung aller Gesellschafter und die Genehmigung der Wallonischen Regierung darf ein Gesellschafter nicht aus der Vereinigung austreten und darf diese nicht aufgelöst werden.

Die Vereinigung darf durch einen Erlaß der Wallonischen Regierung aufgelöst werden.

Art. 24 - 1. Im Falle einer Auflösung bezeichnet der Rat den oder die Liquidatoren, legt ihre Zuständigkeiten fest und bestimmt den Liquidationsmodus unter Einhaltung der nachstehenden §§ 2 und 3.

2. Je nach Fall erhalten die Gesellschafter das Eigentum und die Nutznießung ihrer Beteiligungen, sowie aller Bauwerke und Geräte, für deren Anschaffung und Installation sie allein die Kosten getragen haben, wieder zurück. Diese Rücknahmen dürfen jedoch nur erfolgen, indem die Integrität jeder Hafenanlage bewahrt bleibt.

Die Bauwerke oder Geräte, die die Gesellschafter demzufolge überlassen müssen, werden von der Wallonischen Region übernommen, im Anschluß an eine Wertschätzung durch Sachverständige zur Zeit der Auflösung. Wenn es sich um von der Wallonischen Region bezuschulte Bauwerke handelt, werden die Gesellschafter nur im Verhältnis zu ihrer Eigenbeteiligung entschädigt.

3. Die Bauwerke und Anlagen, die auf Kosten der Vereinigung selbst ausgeführt worden sind, sowie alle Anschaffungen, die durch Vereinigung selbst getätigt worden sind, werden der Partei, der der Hafen vor der Gründung der Vereinigung gehörte, oder gegebenenfalls der öffentlichen Person, die die Verwaltung und den Betrieb des Hafens übernimmt, übergeben.

Der Ertrag aus diesen Übernahmen, deren Verkaufswert durch ein Gutachten von Sachverständigen bestimmt wird, wird der Aktivseite der im Liquidationsverfahren begriffenen Vereinigung überwiesen. Die verfügbaren Aktiva, abzüglich der einforderbaren Passiva, werden unter die Gesellschafter im Verhältnis zur ihrer jeweiligen Beteiligung verteilt. Die Verluste werden im selben Verhältnis übernommen.

Der vorliegende Erlaß tritt am 3. Juli 1997 in Kraft.

Namur, den 3. Juli 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft,
dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

M. LEBRUN

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 97 — 1868

[C — 97/27441]

3 JULI 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de statuten van de Autonome Haven van Namen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op de wet van 20 juni 1978 houdende oprichting van de Autonome Haven van Namen;

Gelet op artikel 6, § 1, X, 3°, van de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993 en 16 juli 1993;

Gelet op artikel 57, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Gelet op de beslissingen die op 31 januari 1997 en 27 mei 1997 genomen werden door de gemeenteraden van Andenne en Floreffe;

Gelet op de beslissing die op 19 maart 1997 genomen werd door de raad van bestuur van de Autonome Haven van Namen,

Besluit :

De nieuwe statuten van de Autonome Haven van Namen.

HOOFDSTUK I. — *Doel en zetel*

Artikel 1. Bij deze statuten wordt de bij de wet van 20 juni 1978 onder de benaming "Autonome Haven van Namen" opgerichte instelling omschreven als een vereniging van overheden die bestaat uit : 1) het Waalse Gewest, 2) de provincie Namen, 3) de stad Namen, 4) de "Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Région namuroise", 5) de "Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Famenne, du Condroz en de la Haute-Meuse", 6) de stad Andenne, 7) de gemeente Floreffe.

Art. 2. De vereniging heeft tot doel de inrichting, de uitrusting, het beheer en de exploitatie van de haven-, industrie- en handelszones, met inbegrip van hun aanhorigheden, installaties, gebouwen en terreinen die ze zelf aanlegt of koopt of haar door het Waalse Gewest of door andere overheden worden toevertrouwd, en die in de provincie Namen gelegen zijn.

Om dat doel te bereiken zoekt ze de geschikte middelen om de ontwikkeling van voormelde zones te bevorderen en treft ze alle nuttige maatregelen ten behoeve van handel en nijverheid. Ze kan haar doel nastreven door directe exploitatie of op enige andere wijze. Ze kan ieder doel nastreven dat verband houdt met het hoofddoel en het bereiken ervan kan bevorderen of vergemakkelijken.

Wat de haar toevertrouwde havenzones betreft, strekt het werkgebied van de Autonome Haven zich uit over de kaai- en insteekhavenmuren, zoals ze door de contradictoir opgemaakte plannen zijn begrensd, alsmede over de rijbanen, bermen, pleinen en taluds van de toegangswegen naar de verschillende kaaien, vanaf de grens van de openbare weg.

Ze draagt de kosten voor de uitbagging van de insteekhavens en, over een breedte van 10 meter, van de ladings- en ontladingsplaatsen voor schepen langs de kaaimuren die haar worden overgedragen, met uitzondering van de zwaaiplaatsen en de hellingen van de scheepswerven.

De vereniging mag concessies en vergunningen aan derden verlenen, roerende en onroerende goederen huren en is gemachtigd tot het innen van tolgeden, retributies, kaderechten, huur- en andere opbrengsten van de exploitatie van de installaties en kunstwerken, met inachtneming van de door de Waalse Regering vastgestelde barema's.

Art. 3. De vereniging heeft haar zetel te Namen.

HOOFDSTUK II. — *Maatschappelijk kapitaal, inbreng*

Art. 4. Het maatschappelijk kapitaal van de vereniging is vastgelegd op 51.000.000 BEF.

Art. 5. A) De inbreng van de leden wordt als volgt bepaald :

- 1) het Waalse Gewest : 8.000.000 BEF;
- 2) de provincie Namen : 8.000.000 BEF;
- 3) de stad Namen : 6.000.000 BEF;
- 4) de "Société intercommunale d'aménagement et d'équipement économique de la région namuroise" : 6.000.000 BEF;
- 5) de "Société intercommunale d'aménagement et d'équipement économique de la Famenne, du Condroz en de la Haute-Meuse" : 2.000.000 BEF;
- 6) de stad Andenne : 3.000.000 BEF;
- 7) de gemeente Floreffe : 3.000.000 BEF.

De eerste vijf leden hebben het tiende van hun inbreng, d.i. 3.000.000 BEF in totaal, in contanten gestort bij de oprichting van de haven. De twee nieuwe leden, met name de stad Andenne en de gemeente Floreffe, storten het tiende van hun inbreng binnen zes maanden na de bekendmaking van het besluit tot goedkeuring van deze statuten. De leden storten aldus een totaalbedrag van 3.600.000 BEF in contanten. Het saldo wordt naarmate de behoeften gestort.

B) Bovendien brengt het Waalse Gewest bij de afkondiging van deze statuten in de vereniging het genot in van de haven-, industrie- en handelszones van Tamines, Auvelais, Floreffe, Amptia, Floriffoux, Malonne, Hiver, Froidevaux, Rivière, Velaine, Bon Dieu, Jambes-Erpent, Beez, Lives, Maizeret, Marche-les-Dames, Namêche, Samson, Sclayn, Gevrinne, Vezin, Sclaigneaux, Seilles en Andenne, met de aanhorigheden, kunstwerken, installaties, gebouwen en terreinen binnen de grenzen aangegeven op de plannen die gevoegd zijn bij de op 20 juni 1978 goedgekeurde statuten en bij de koninklijke besluiten en de ministeriële besluiten van het Waalse Gewest tot overdracht van het beheer van onroerende goederen, met dien verstande dat voormelde goederen eigendom van het Waalse Gewest blijven. Deze inbreng wordt geboekt voor de som van 15.000.000 BEF.

C) De leden zijn noch onderling, noch met de vereniging hoofdelijk verbonden. Ze zijn slechts verplicht tot het bedrag van hun inbreng, behalve het Waalse Gewest dat zich ertoe verbindt de door de vereniging aangegane of uitgegeven leningen te garanderen.

Art. 6. Bovendien kan de Autonome Haven aanspraak maken, zonder dat het Waalse Gewest een tegenprestatie uit het vermogen van de vereniging eist, :

- 1) op de medewerking van de diensten van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer voor de uitwerking van plannen en tekeningen alsmede voor de leiding van de werken;
- 2) op de medewerking van de ambtenaren van de administratie van de Registratie en Domeinen voor de verwervingen van de onroerende goederen in der minne of door gerechtelijke onteigening.

Art. 7. De vereniging beschikt over de haven-, industrie- en handelszones en over hun aanhorigheden, kunstwerken, installaties, gebouwen en terreinen zoals ze aangegeven zijn op de plannen die gevoegd zijn bij de op 20 juni 1978 goedgekeurde statuten en bij de koninklijke besluiten en de ministeriële besluiten van het Waalse Gewest tot overdracht van het beheer van de onroerende goederen. Deze voor eensluidend verklaarde plannen liggen ter inzage op de zetel van de Autonome Haven van Namen. Wanneer zich wijzigingen in de samenstelling van de goederen voordoen, worden de plannen herzien.

De handelingen voor de overgave van nieuwe goederen hebben plaats in bijzijn van een vertegenwoordiger van elke partij en zijn het voorwerp van een uitvoerig plan en van een proces-verbaal houdende beschrijving van alle aan de haven toegewezen goederen en van hun staat op het moment van de overgave.

Art. 8. Buiten de in artikel 6 bedoelde inbreng beschikt de vereniging over de volgende middelen :

- a) kadegelden, tolgelden en retributies van alle aard, huurgelden en diversen;
- b) toelagen van de overheid en de openbare instellingen, alsmede van privaatrechtelijke personen;
- c) afboekingen van het reservefonds;
- d) opbrengst van door de vereniging uit te geven of aan te gane leningen;
- e) alle andere toevallige ontvangsten.

HOOFDSTUK III. — *Bestuur, toezicht*

Art. 9. De vereniging wordt bestuurd door een raad van bestuur bestaande uit een voorzitter die door de Waalse Regering onder de representatieve kopstukken van de provincie Namen wordt aangewezen, en uit zeventien leden die door de leden van de vereniging worden benoemd.

De mandaten worden verdeeld als volgt :

- zeven mandaten voor het Waalse Gewest;
- drie mandaten voor de provincie Namen;
- twee mandaten voor de stad Namen;
- twee mandaten voor de "Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Région namuroise";
- twee mandaten voor de "Société intercommunale d'Aménagement et d'Équipement économique de la Famenne, du Condroz et de la Haute-Meuse";
- één mandaat voor de stad Andenne;
- één mandaat voor de gemeente Floreffe.

Art. 10. De raad kiest twee ondervoorzitters en wijst een secretaris aan onder het personeel dat het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer ter beschikking stelt van de haven. De secretaris is niet stemgerechtigd.

Art. 11. Voor elke titularis wijst de overheid die deze heeft benoemd, een plaatsvervangend lid aan. De plaatsvervangende leden mogen de titularissen vervangen als deze laatsten verhinderd zijn.

De voorzitter, de gewone en plaatsvervangende leden worden benoemd voor een termijn van zes jaar. De benoemingen zijn hernieuwbaar.

De mandaten van de gewone en plaatsvervangende leden verstrijken bij helften om de drie jaar. De bij het verstrijken van de eerste termijn van drie jaar aftredende leden worden bij loting aangewezen.

De leden van de raad en hun plaatsvervangers kunnen ieder ogenblik in hun ambt worden vervangen door de overheid die hen heeft benoemd. De binnen drie maanden aangewezen opvolger voleindigt het mandaat.

Bij overlijden of ontslag van de voorzitter, van een lid of een plaatsvervanger, wordt binnen drie maanden een opvolger aangewezen, die het mandaat voleindigt.

De persoon die de hoedanigheid verliest waarin hij benoemd werd, wordt van rechtswege geacht ontslag te nemen. Zijn mandaat wordt door zijn opvolger voleindigd.

Art. 12. Het bureau is samengesteld uit de voorzitter, de ondervoorzitters en de secretaris.

Art. 13. De beraadslagingen van de raad zijn het voorwerp van processen-verbaal die door de secretaris worden opgemaakt. De secretaris moet binnen tien dagen na de beraadslaging een afschrift van de processen-verbaal richten aan de gewone en plaatsvervangende leden die eraan deelgenomen hebben, alsmede aan de regeringscommissarissen die in artikel 17 worden bedoeld. Bij het proces-verbaal voegt hij een afschrift van alle bescheiden waarnaar in de beraadslagingen wordt verwezen en die niet zouden zijn toegestuurd. Ieder proces-verbaal wordt tijdens de volgende zitting goedgekeurd of gewijzigd.

De voor eensluidend verklaarde afschriften en de uittreksels worden door de secretaris getekend.

Art. 14. De raad kan op eigen verantwoordelijkheid de nodige bevoegdheden voor het dagelijkse beheer van de vereniging aan één of meer personen opdragen.

Bovendien kan de raad op eigen verantwoordelijkheid bepaalde bevoegdheden aan één of meer leden opdragen.

Art. 15. De raad is gemachtigd om alle daden van beheer en van beschikking van de autonome haven te verrichten. Hij spreekt zich uit over alle aangelegenheden betreffende de havenwerken, de uitrusting en de exploitatie ervan; hij verleent de concessies en de vergunningen, koopt en verkoopt, huurt en verhuurt de roerende en onroerende goederen.

De rechtsvorderingen, als eiser of als verweerder, worden namens de vereniging door de raad op diens beslissing ingesteld.

Art. 16. De raad legt alle voorschriften voor de werking en de organisatie van de vereniging in een huishoudelijk reglement vast. Dat reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister die bevoegd is voor openbare werken.

Art. 17. Overeenkomstig de wetgeving betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut wordt het toezicht op de vereniging uitgeoefend door twee commissarissen die door de Waalse Regering worden benoemd, de ene op de voordracht van de Minister die bevoegd is voor openbare werken, de andere op de voordracht van de Minister van Begroting.

HOOFDSTUK IV. — *Boekjaar, balans, winst- en verliesrekening, saldoverdeling*

Art. 18. Het boekjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december.

Art. 19. De raad maakt jaarlijks de volgende stukken op :

- een ontwerp-begroting;
- een jaarverslag over de werkzaamheden van de vereniging;
- een jaarlijkse rekening van uitvoering van de begroting;
- een balans, waaraan een resultatenrekening wordt toegevoegd.

De raad maakt ook periodieke staten op.

Deze stukken worden aan de bevoegde Ministers gezonden op het tijdstip, onder de voorschriften en op de wijze die vastgesteld zijn in de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. Ze worden eveneens aan de andere leden gezonden.

Art. 20. Onder de rekeningen van het passief wordt een fonds van de vastgelegde middelen geopend, waarop de door de instelling met eigen middelen verrichte investeringen worden geboekt. Het maximumbedrag van dat fonds mag niet hoger zijn dan het totaalbedrag van de uit dat fonds gefinancierde investeringen.

Art. 21. De nettowinst wordt besteed als volgt :

1. er kan een dotatie uitgetrokken worden voor de betaling van een vergoeding aan de leden. Deze vergoeding wordt door de raad van bestuur vastgesteld. Ze mag niet hoger zijn dan 6% van het door de leden gestorte kapitaal;

2. het eventuele saldo wordt in een reservefonds zonder speciale bestemming gestort. Wanneer het bedrag van dit fonds hoger is dan het bedrag dat bedoeld wordt onder punt 3 hierna, moet het excedent besteed worden aan investeringen in overeenstemming met het in artikel 2 omschreven statutaire doel. De tegenwaarde van de verrichte investeringen wordt in het fonds van de vastgelegde middelen geboekt;

3. het maximumbedrag van het reservefonds is gekoppeld aan het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen dat door het Ministerie van Economische Zaken wordt berekend. Op de datum van bekendmaking van deze statuten wordt het maximumbedrag van het reservefonds op 10 miljoen BEF vastgelegd.

Eventuele verliezen worden door het reservefonds gedekt. Als dat niet het geval is, worden ze op nieuwe rekeningen overgebracht.

HOOFDSTUK V. — *Herziening van de statuten, uittreding, verlenging, ontbinding, vereffening*

Art. 22. Elke wijziging in de statuten van de vereniging wordt door de raad bepaald en overeenkomstig de bepalingen van de wet goedgekeurd.

Art. 23. De leden kunnen slechts met de instemming van alle leden en met de goedkeuring van de Waalse Regering uit de vereniging treden. De ontbinding van de vereniging is aan dezelfde voorwaarden onderworpen.

De vereniging kan eveneens bij besluit van de Waalse Regering ontbonden worden.

Art. 24. 1. In geval van ontbinding wijst de raad de vereffenaar(s) aan. Hij legt hun bevoegdheden vast en bepaalt de wijze van vereffening met inachtneming van de §§ 2 en 3 hierna.

2. De leden nemen al naar gelang het geval de eigendom en en het genot van hun inbreng terug, alsook alle kunstwerken en werktuigen waarvan ze de aanschaffings- en installatiekosten alleen hebben gedragen. Bij de terugname moet de integriteit van elke haveninstallatie evenwel in acht genomen worden.

De kunstwerken of werktuigen waarvan de leden genoot zijn afstand te doen, worden door het Waalse Gewest overgenomen na schatting door deskundigen op het moment van de ontbinding; als het gaat om door het Waalse Gewest gesubsidieerde kunstwerken, worden de vennoten slechts naar verhouding van hun onkosten vergoed.

3. De bouwwerken en installaties die voor rekening van de vereniging zijn uitgevoerd, worden, evenals elke door haar gedane aanwerving, overgedragen aan de partij die eigenaar was van de haven vóór de oprichting van de vereniging of, bij ontstentenis, aan de openbare persoon die het beheer en de exploitatie van de haven overneemt. De opbrengst van deze overdrachten, waarvan de marktwaarde door deskundigen wordt bepaald, wordt op het actief van de in vereffening zijnde vereniging gestort.

Het beschikbare actief wordt, na aftrek van het opeisbare passief, onder de vennoten verdeeld naar verhouding van hun inbreng. De verliezen worden in dezelfde verhouding gedragen.

Dit besluit treedt in werking op 3 juli 1997.

Namen, 3 juli 1997.

De Minister-President van het Waalse Gewest, belast met Economie,
Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

M. LEBRUN